



Célébration des 80 ans du programme du CNR

Colloque | Cinéma l'Arlequin - Paris VI^e

Ouverture - Maryse Dumas

Conclusions - Nathalie Bazire

Discours | Cérémonie rue du four - Paris VI^e

Pierre Caillaud-Croizat

Vincent Ginsburger Vogel

Guy Hervy

Sophie Binet

Vendredi 15 mars 2024

OUVERTURE DU COLLOQUE

MARYSE DUMAS

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT

Chères et chers ami·es,

Chères et chers camarades,

La CGT et son Institut d'Histoire Sociale vous remercient de votre présence nombreuse pour une journée que nous voulons à la fois porteuse d'histoire et tournée vers l'avenir.

L'histoire ne se reproduit jamais deux fois de la même façon, nous le savons. Cela ne signifie pas qu'elle n'a rien à nous dire pour aujourd'hui. Au contraire, elle est source de réflexions et d'expériences indispensables à toutes celles et tous ceux qui veulent intervenir et agir pour faire évoluer, changer, voire transformer la société.

Nous nous trouvons aujourd'hui à quelques pas du 48 de la rue du Four où eut lieu, le 27 mai 1943, la 1^{re} réunion, présidée par Jean Moulin, de ce qui allait devenir le Conseil National de la Résistance. L'appartement a été choisi parce que, situé au 1^{er} étage, il permettait de s'enfuir, en cas de nécessité, par une terrasse. L'Hôtel Lutetia, siège de la Gestapo, se trouvait à deux pas.

Neuf mois et six versions différentes auront été nécessaires pour parvenir au vote unanime du Conseil National de la Résistance regroupant les forces représentant la Résistance, des partis politiques et deux organisations syndicales : la CGT réunifiée en 1943 et la CFTC. Les conditions extrêmes de la clandestinité n'auront donc pas eu raison de la volonté démocratique et d'unité des concepteurs du programme.

Il ne s'appelle pas encore « les Jours heureux ». Ce titre lumineux a été imaginé pour déjouer la surveillance. Il était celui donné à une petite brochure qui contenait le programme et devait le camoufler pour lui permettre de circuler sous le manteau. Le paradoxe est que ce titre destiné à le cacher a fortement contribué à le rendre célèbre : on ne compte plus les chansons, les films, les références diverses qui lui sont faites. Il a même été récemment le thème générique d'une campagne électorale.

À la Libération, le programme du CNR sort de l'ombre, mais ses concepteurs doivent batailler pour que les réformes de démocratie sociale et économique qu'il préconise soient prises en compte par les nouvelles autorités et le général De Gaulle.

Puis, il passe au second plan. L'ampleur des réformes de la Libération le double dans les références historiques. Il ressurgit au tournant du XXI^e siècle. Le détricotage des conquies de la Libération, les contre-réformes libérales conduisent à revenir aux sources de ce que l'on appelle le modèle économique et social français et à redécouvrir la force jamais éteinte du programme du CNR.

Tellement pas éteinte qu'à peine le Medef fondé, à la place du CNPF, son président Ernest-Antoine Seillière et son vice-président Denis Kessler engagent un processus qu'ils appellent de « refondation sociale » dont l'objectif affirmé est de mettre un terme, je cite, « au compromis social issu de la Libération ».

Plus près de nous, le président Emmanuel Macron, dans un discours d'avril 2020, déclare : « *Nous retrouverons les Jours heureux, j'en ai la conviction.* » Il n'hésite pas, par la suite, à usurper le sigle CNR à son profit pour son opération mort-née de Conseil national de la refondation, ainsi qu'à baptiser son parti « Renaissance » – du nom des états généraux dont nous allons parler tout à l'heure.

Si nous pouvons approuver l'affirmation : oui nous retrouverons les Jours heureux. Nous savons que ce n'est certainement pas avec la politique menée par Emmanuel Macron. Pour continuer à imaginer, écrire et conquérir les jours heureux, nous avons besoin de nous inspirer du contenu du programme du CNR et de la démarche qui l'a rendu possible.

C'est une démarche qui cultive l'espoir et la confiance, une démarche qui combat la résignation, le fatalisme. Une démarche qui refuse de se soumettre au consensus ambiant.

Le programme est conçu en deux parties : l'action immédiate et les perspectives d'avenir. Il est axé sur une démarche de construction d'un rapport de forces à partir des préoccupations et revendications immédiates. Il est conçu dans l'unité. Elle n'avait rien d'évident pas plus à l'époque qu'aujourd'hui. Chacune des composantes du CNR avait une identité et des modalités propres de fonctionnement, identités renforcées par la clandestinité et la lutte armée. Il fallait donner toute sa force à l'action politique dans un moment où le recours aux armes était incontournable, il fallait opérer les compromis nécessaires à la mise en commun sans en rabattre sur l'ambition transformatrice. C'est ce qui a été fait avec patience, détermination et clairvoyance politique.

La démocratie en a été un levier primordial. Il est élaboré en respectant les opinions et propositions de chacune des composantes : c'est ce qui a fait sa force, ce qui a fait qu'il a résonné avec les attentes de la majorité de la population française.

Revendications immédiates et perspectives transformatrices, refus de la résignation et unité, démocratie et rassemblement, ce sont les pistes que nous voulons travailler, dans l'époque qui est la nôtre pour renouer avec l'ambition des « jours heureux ».

À l'heure où la bête immonde fait à nouveau souffler un vent mauvais sur toute l'Europe, nous voulons relever le gant de la solidarité internationaliste contre le racisme, du progrès social contre le néolibéralisme, de la démocratie contre les systèmes autoritaires, de la paix contre la guerre.

Nous voulons reprendre et poursuivre l'écriture des Jours heureux.

Le déroulement de notre journée a été pensé pour nous permettre à la fois :

- de nous approprier les grandes leçons de cette histoire ;
- de débattre de nos responsabilités aujourd'hui ;
- et enfin de rendre hommage à ces hommes, ces femmes qui au cœur de la nuit se sont tourné·es vers la lumière et l'ont rendue possible.

Le déroulement de la journée est prévu en quatre temps :

1° Une première table ronde « *Le programme du CNR, une rupture avec le capital* » va donner la parole aux historiennes et historiens. Elle va nous permettre de comprendre comment le programme a pu être élaboré, comment il a été l'objet de nombreuses batailles à la Libération, comment aussi il a été en partie détricoté.

2° Après une courte pause, une deuxième table ronde « *Résister aujourd'hui, construire demain* » va rassembler des dirigeantes et dirigeants des grandes organisations syndicales françaises. Elle nous permettra d'être en plein dans l'actualité des responsabilités des générations actuelles.

3° Nous prendrons le temps d'une pause déjeuner qui nous permettra de poursuivre nos échanges et de découvrir les diverses publications que la CGT et l'IHS mettent à votre disposition, notamment un livre publié par les éditions Grasset qui comprend à la fois le programme du CNR et un texte inédit de Sophie Binet. Un cahier spécial de l'IHS CGT reprend les grandes données historiques qui entourent le programme.

Enfin, nous nous retrouverons à 15 heures rue du Four pour un rassemblement hommage où nous entendrons d'autres prises de paroles, notamment celle de Sophie Binet.

CONCLUSIONS DU COLLOQUE

NATHALIE BAZIRE

SECRÉTAIRE CONFÉDÉRALE

Cher·es camarades, cher·es ami·es,

Mesdames Messieurs les journalistes,

Je commencerai par remercier celles et ceux qui ont fait que cette initiative puisse se tenir : le groupe de travail, piloté par Emmanuel Vire, membre de la direction confédérale CGT, et le technique assuré pour la technique et pour l'animation de la journée, Clément Olivier.

Un merci à nos intervenant·es de la matinée.

Vous remercier, vous, qui êtes nombreux·ses dans la salle, à avoir compris que nous sommes à un moment charnière, de bascule, de recul de nos droits et que cette initiative se veut offensive.

À l'image de notre engagement quotidien contre les idées d'extrême droite, pour les libertés publiques et dans un enjeu de conquête de nouveaux droits, il était important de démontrer collectivement que cette initiative, au-delà d'une commémoration, doit mettre en perspective un projet de transformation de la société.

Présent·es le 15 mars 1944, avec la volonté féroce de penser une véritable démocratie économique et sociale.

Nous sommes là, aujourd'hui le 15 mars 2024 : 80 ans plus tard, les garant·es d'un système pensé possible alors que nous étions dans un pays dévasté.

80 ans que chacune et chacun vit dans son quotidien, des conquits sociaux, tel que la Sécurité sociale issue du programme du CNR.

Et aujourd'hui, on voudrait nous faire croire que ce n'est plus possible ! Que ce qui a été pensé dans un moment des plus terribles de notre histoire doit être remis en cause !

Alors que les travailleurs et travailleuses de ce pays créent des richesses, fruit de leur travail, et qu'elles et ils ont le taux de productivité le plus élevé d'Europe.

Alors que des milliards d'euros sont distribués aux plus riches.

C'est ce que nous avons souhaité exprimer aujourd'hui. Nous ne pouvons nous résigner à penser que cela n'est plus possible. À écouter ceux qui voudraient que ça change au profit du capital, qui organisent la division entre les travailleurs et les travailleuses et qui empêchent toute forme de résistance.

Ceux-là, même qui, par leur politique de régression sociale, poussent le monde du travail à se tourner vers les partis de la honte et de la haine, leur faisant oublier que ce sont bien les descendant·es du crime nazi, que notre histoire a connu à ses heures les plus sombres.

Notre combat commun pour défendre les libertés syndicales en est un rempart, et la garantie de gagner de nouvelles conquêtes sociales. Le respect de la démocratie doit être garant de nos valeurs de République et de l'expression des aspirations de la population.

Rappeler ce qu'a été le programme du CNR, les conquits sociaux qui en découlent et les défendre quotidiennement, c'est démontrer la viabilité d'un système basé sur la solidarité, que nous devons aussi améliorer en y intégrant les questions environnementales, à l'heure où les consciences se tournent vers le respect de la planète.

C'est aussi marquer d'un point rouge ce que le Rassemblement national et les partis d'extrême droite remettent en cause, et en particulier l'égalité des droits.

Par le choix politique de l'entrée de Missak et Mélinée Manouchian au Panthéon, le 21 février dernier, le président de la République a inscrit la reconnaissance par la nation de la Résistance communiste étrangère.

Un geste mémoriel inédit, essentiel, il est vrai ! Mais en contradiction complète avec la politique conduite par Emmanuel Macron : une politique ultralibérale, antisociale, qu'une majorité de Français-es juge autoritaire et que nous dénonçons chaque jour.

Elles et ils étaient résistants, antifascistes, internationalistes, et ont par leur combat nourri leurs frères et sœurs pour construire ensemble ce qui deviendra le programme du CNR.

Au sein même du CNR, Il a fallu un très haut sens de l'intérêt national pour que chacun-e acceptât de surmonter des différences qui n'avaient pas vocation à s'amoinrir.

En dépit de sa diversité sociale, culturelle, politique ou confessionnelle, la Résistance se dote donc d'un programme qui, la Libération venue, change la France radicalement pour lui donner ces couleurs singulières (Sécurité sociale, vaste secteur public, pouvoirs et droits nouveaux...) que certain-es s'acharnent à vouloir abolir !

Les réformes successives qui se sont mises en place n'ont eu de cesse de détricoter ces conquêtes sociales, et plus particulièrement la Sécurité sociale, l'une des principales issues du CNR. Des choix politiques qui ont permis le désengagement des employeurs dans le financement de la Sécurité sociale avec la montée des exonérations des cotisations dites patronales et une volonté de transférer au privé, à la finance.

Les récentes annonces du gouvernement sur sa volonté de vouloir « désmicardiser » la France ne peuvent laisser que présager le pire pour la protection sociale : une véritable nouvelle attaque, et par conséquent une remise en cause grave des principes même de la Sécurité sociale au sens large des textes de 1945.

Il nous faut revendiquer la pérennité d'un régime universel basé sur la solidarité, financé par le salaire socialisé, gérés par les intéressé-es elles et eux-mêmes et couvrant l'ensemble des droits, tel que pensé au sortir de la guerre.

Nous sommes à un tournant, à la fin d'un cycle et la possible accession au pouvoir de l'extrême droite doit nous amener à redoubler d'efforts.

Pour autant – ça a été rappelé – ce programme comportait des manques, et notamment les droits des femmes, qui ont joué un rôle majeur dans la résistance.

Nous sommes au quotidien les garant-es de la poursuite de leur œuvre : un programme dont les points clés restent valables : alternative, liberté, démocratie, paix et justice sociale ! Je vous invite pour le rappeler, toutes et tous, à être présent-es cet après-midi à 15 heures au 48 rue du Four – là où tout a commencé.

Ne cédon pas à la dictature des vocables pour nous expliquer que les travailleurs et les travailleuses de ce pays sont un coût !

Ou encore accepter les annonces de coupes budgétaires successives : à l'instar des 10 milliards d'euros annoncés par le gouvernement qui vont une nouvelle fois saboter nos services publics et empêcher leurs missions.

C'est bien d'une autre répartition des richesses dont nous avons besoin, et le maintien du système solidaire construit sur des bases solides qui doit être défendu et même amélioré !

Je citerai Georges Séguy : « il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager ! »

C'est ce qu'ont choisi des milliers de salarié-es en décidant de se syndiquer – qui en ont compris l'intérêt !

Car oui elles et ils croient à la force du syndicalisme : celui que nous avons eu la capacité de montrer dans l'unité syndicale. Mais il nous faut gagner le rapport de force sur le lieu de travail. Que les travailleuses et les travailleurs décident de ce que doit être la réponse à leurs besoins. Nous avons un rôle majeur à jouer pour éviter d'aller vers une issue qui leur serait inévitablement défavorable.

Si nous sommes là aujourd'hui c'est que nous n'entendons surtout pas céder au fatalisme ! Rien n'est écrit à l'avance : l'histoire du mouvement social l'a prouvé.

C'est en cela que nous sommes les garant-es de la poursuite du travail de celles et ceux qui ont pensé le programme du CNR.

Notre capacité à nous unir malgré nos divergences a été au cœur de nos batailles en 2023.

Nous avons su le prouver tous ensemble avec le formidable mouvement social qui a été porté dans l'unité syndicale contre la réforme des retraites : une énième attaque qui porte atteinte au système solidaire pensé par le CNR.

Notre volonté collective de défendre un socle commun doit rester la boussole contre un gouvernement qui organise en toute conscience la paupérisation, la casse des conquits sociaux et construit un boulevard pour l'accession au pouvoir de l'extrême droite.

Cela pose donc en grand la place du syndicalisme, comme un acteur privilégié dans la résistance organisée sur le lieu de travail. Il est indéniable de mesurer la place du syndicalisme dans la conquête de nouveaux droits. Quelle force quand nous savons donner du corps à des revendications par des propositions communes qui amènent au progrès social !

Il nous faut continuer de travailler en profondeur nos propositions pour répondre aux besoins : cela passe par repenser le droit à l'éducation, au logement, au transport, à l'énergie, à se nourrir correctement, à se soigner, à l'égalité...

« *Le programme du Conseil National de la Résistance, publié clandestinement en 1944, constitue une formidable source d'inspiration* » : ce sont les mots de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT dans le livre qu'elle dédicacera ce midi. Faisons-les résonner pour construire nos combats à venir.

Nous pouvons et nous nous devons toutes et tous ensemble de décider de plateformes communes pour nourrir le débat public, sur l'augmentation des salaires, l'égalité entre les femmes et les hommes, la défense de l'industrie et les services publics, liant les enjeux sociaux et environnementaux.

Ne cédon pas à la peur du lendemain, unissons-nous pour obliger à d'autres choix !

La crise c'est eux, la solution c'est bien nous !

Gagnons de nouvelles conquêtes sociales, pour garantir la paix, la justice et le progrès social !

Écrivons la suite des jours heureux...

DISCOURS

PIERRE CAILLAUD CROIZAT

PETIT-FILS DE AMBROISE CROIZAT

Célébrer le CNR, c'est exalter ce qui a permis de mettre en œuvre quelque chose d'extraordinaire et de fondateur, le socle du modèle social français, porteur d'un idéal qui met en avant l'intérêt général.

Le CNR ne s'est pas limité à l'unification des mouvements de résistance. Une réflexion s'y est engagée pour le jour d'après. Dans la France à reconstruire, il y avait la volonté d'établir de nouveaux rapports sociaux. Cela s'est traduit par l'élaboration d'un programme ambitieux à réaliser à la Libération que le CNR baptisât « Les Jours Heureux ».

Ce souffle qui se doit de laisser des traces profondes dans la construction de nos références historiques et de notre identité citoyenne.

Par son engagement et ses sacrifices, la classe ouvrière avait gagné les armes à la main le droit à la dignité, à la reconnaissance et au respect de tous. Le grand écrivain François Mauriac l'a lui-même souligné. Je le cite : « Seule dans sa masse, la classe ouvrière est restée fidèle à la patrie profanée ».

Quand le moment se présenta et que furent confiées des responsabilités nationales à cinq ministres communistes, ils s'attachèrent à mettre en musique la partition écrite par le CNR, et s'employèrent à mettre le curseur du progrès social au niveau le plus haut, mus par cette ambition d'écrire pour l'avenir certaines des plus belles pages de l'histoire sociale de leur siècle, et soucieux d'être à la hauteur du sacrifice de leurs camarades, tombés au combat ou morts sous la torture, et d'abonder les espoirs que leurs frères de lutte avaient convoqués.

L'un des piliers de ce programme sera porté par Ambroise Croizat et mit en œuvre par des milliers de militants de la CGT et du PCF dans un pays ruiné et ainsi verra le jour cette sécurité sociale à laquelle nous sommes tous si attachés.

En 18 mois, ces cinq ministres nous laissent en héritage les fondements du modèle social français, les plus belles conquêtes sociales du XX^e siècle.

Bien qu'attaquées depuis le début de leurs créations, ces réalisations devraient avoir vocation à nous projeter dans un univers de lucidité et de clairvoyance.

L'esprit du contrat social, énoncé et contenu dans « Les Jours Heureux », doit reprendre le dessus face à la domination de l'argent roi. Il doit demeurer dans nos esprits une source d'inspiration dans les défis que nous avons à relever, une boussole qui indique le chemin de la solidarité et de l'émancipation, de l'innovation et de la justice sociale, ciment des fondations du vivre-ensemble.

DISCOURS

VINCENT GINSBURGER VOGEL

PETIT-FILS DE PIERRE VILLON, PRINCIPAL REDACTEUR DU PROGRAMME DU CNR

Bonjour à tou·tes,

Je voudrais tout d'abord remercier les intervenant·es de ce matin et les historien·nes, qui ravivent aujourd'hui la mémoire du travail effectué par mon grand-père. Parce que je ne suis pas historien moi-même.

Je ne suis qu'un petit-fils. Mon grand-père est mort l'année de mes neuf ans.

Jusqu'à il y a fort peu de temps, quelques années, je ne connaissais pas son rôle exact dans la Résistance, encore moins au sein du CNR ou du Comac – des sigles qui ne me disaient rien – ou dans la rédaction du programme commun des Jours heureux. J'ai appris tout cela grâce au film de Gilles Perret sur les Jours heureux, puis en discutant avec Léon Landini des FTP, et via une note de bas-de-page dans le livret de Stéphane Hessel, Indignez-vous. Il m'aura fallu quarante ans pour retrouver cette mémoire et, du même coup, éveiller ma propre conscience politique.

Ma grand-mère, Marie-Claude Vaillant-Couturier ne m'en a jamais parlé en détail. Elle m'a raconté la clandestinité, les aventures, les évasions, pas son rôle dans la libération de Paris ou après. Mon père, qui à la fin de sa vie menait des recherches sur ce sujet avec le Musée de la Résistance et son directeur, le regretté Guy Krivopissko, non plus.

La raison en est très simple. Mes grands-parents redoutaient le culte de la personnalité. Ils ne se reconnaissaient pas de particularité, aucun destin. Ils ne voulaient pas s'extraire de la masse. Ils ne voulaient pas se mettre en avant. Ils n'agissaient ni pour eux-mêmes, ni seuls. À leurs yeux, ce n'était pas leur apport qui avait permis ces progrès, la Libération, la mise en œuvre de la Sécurité sociale. Ce n'était jamais eux, c'était le travail en commun, entre camarades, pour le bien de tous. Comment auraient-ils pu tirer la couverture à eux, ne serait-ce qu'un seul instant, alors qu'ils œuvraient à la fois pour l'avenir et aussi en mémoire de ceux qui étaient tombés avant eux ? Je pense particulièrement à Georges et Marie Politzer, dont ils étaient très proches, à Danielle Casanova et à tant d'autres.

De mon grand-père, il n'y a que deux anecdotes dont je peux vous parler en disant « je me souviens », c'est son indignation en découvrant la marée noire de l'Amoco Cadiz au journal télévisé. Je n'avais que sept ans, mais c'est inoubliable.

Et ce doit-être la première fois que j'ai entendu le mot capitalisme. Peut-être est-ce pour cela qu'aujourd'hui il n'y a pas d'association positive à ce mot pour moi. La seconde, c'est la fois où il a renoncé à retourner chercher sa casquette dans un cinéma où l'on ne passait que des Walt Disney. Il m'y avait emmené, en relevant son col, la casquette enfoncée sur le crâne jusqu'aux sourcils. Il faisait froid. Mais il avait dû l'oublier sur son siège en partant. Et je me souviens de ma grand-mère qui lui disait : « Mais téléphone... Peut-être que quelqu'un l'a rapportée à la caisse. » Et de lui qui répondait : « Quand-même. Un communiste qui va voir un Walt Disney. Ça ferait causer. »

Je ne suis qu'un petit-fils, je ne suis pas un historien. Je ne peux pas vous dire précisément comment il a réussi à échapper à trois reprises aux Allemands et à la police de Vichy. Je ne peux pas vous dire ce qui l'habitait quand il travaillait, sans doute à la bougie, dans une cave à la rédaction des Jours heureux, ses pensées tournées vers l'avenir, vers des lendemains qui chantent, tandis que les Allemands patrouillaient à la surface dans les rues de Paris et que la femme qu'il aimait était détenue quelque part entre la Nuit et le Brouillard, entre Auschwitz et Ravensbrück.

Je ne suis qu'un petit fils, et je ne m'étalerai pas sur les blessures intimes que cela, l'histoire avec un grand H, le fascisme, l'occupation, la clandestinité, l'incarcération et le nazisme, ont laissé dans ma famille, des choses dont personnes ne se plaint parce qu'on a la chance d'en être sorti vivant, parce qu'on a le bonheur de connaître l'armistice, la paix.

En revanche, je peux vous affirmer que ce n'était pas chez lui un pur combat dogmatique. Il avait beau déclarer, à je ne sais plus quel général qui le complimentait pour sa bravoure : *« C'est ce que le communisme a fait d'un petit juif nerveux ! »* Ce n'était pas que de la témérité ou un embrigadement. Ce n'était pas qu'un militant : c'était un père, un grand-père, un homme. Avec la conviction que chacun avait le droit de vivre libre, avec ses différences, et que nul homme ou femme n'était supérieur-e à un autre homme ou une autre femme. C'est aussi pour cela qu'il n'a jamais pris le temps ni d'écrire ses mémoires, ni de réclamer qu'on le mette en avant. Parce qu'il était comme tout le monde.

En faisant des recherches pour écrire ces quelques mots, je suis tombé sur l'article du Monde du jour de sa mort, en 1980. Il le présente comme ancien secrétaire général du Front national, et je voudrais tout de même insister particulièrement sur ce point. Le Front national était le nom d'un mouvement de résistance, volé par Jean-Marie Le Pen à toutes celles et tous ceux, communistes, syndicalistes, résistant-es, qui y ont participé. Ne nous laissons pas, ne nous laissons plus voler nos noms par ceux qui veulent les instrumentaliser à des fins politiques contraires à celles de leurs structures originelles !

Alors merci aux historiens de faire vivre cette mémoire, cet héritage essentiel, la preuve qu'on peut imaginer le meilleur même quand on est au fond du pire. La preuve qu'on peut y arriver ensemble. Merci à tou·tes les résistant-es, à tou·tes les militant-es qui continuent de lutter contre le fascisme, pour l'égalité, pour la paix. Si la mémoire de mon grand-père doit servir à quelqu'un, c'est à chacun-e d'entre nous.

Je ne suis qu'un petit-fils, et lui vous aurait certainement dit qu'il n'était qu'un grand-père, un simple militant, et qu'il s'est juste battu contre des choses qui lui semblaient injustes.

Aujourd'hui, précisément aujourd'hui, son combat est loin d'être terminé. Il a écrit les Jours heureux. À nous toutes et tous de les faire advenir, ensemble.

Merci.

DISCOURS

GUY HERVY

COMITE PARISIEN DE LA LIBERATION ET MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE DE CHAMPIGNY (94)

Le Comité Parisien de la Libération (CPL) se félicite de l'organisation de cette journée. Nous remercions la CGT de nous y avoir conviée.

Pour comprendre la place du syndicalisme dans le programme du CNR, il faut regarder ses déclinaisons organisationnelles au plan départemental (CDL), local (CLL). Regardons le travail dans les entreprises installé le plus souvent dans la clandestinité : porter les revendications populaires pour conduire les luttes, pousser à l'action de sabotage puis de lutte armée contre l'occupant. Ses acteurs travaillent à la construction de l'intervention populaire. Elle sera essentiellement ouvrière avec la volonté de conduire à l'insurrection libératrice et de s'attaquer à la reconstruction de la République. Voilà la place des CDL et CLL moins connus que le Conseil National de la Résistance.

Quand on recherche dans le Maitron, les notices « Résistant-es », le dictionnaire donne 23 073 noms. Si on tape "syndicalistes résistants", celui-ci indique 6 130 noms, plus du quart du panel. De ce nombre, s'il faut ôter les victimes de la répression, il faudra y ajouter tous ces jeunes qui acteurs majeurs de la première partie du programme du CNR vont se syndiquer dans la dynamique de l'année 44, les internés administratifs non fusillés comme otages ou déportés qui, dès que libérés, seront les acteurs de la mise en œuvre de la seconde partie du programme du CNR.

Cela est maintenant bien documenté ; l'existence du CNR et son programme sont directement liés à la place du syndicalisme en son sein et donc des conditions internes à ce syndicalisme, ses débats, affrontements organisant cette présence. Ces débats se retrouveront dans ces créations du CNR que sont les CDL et CLL.

Au sein même de la CGT, ex-confédérée, cela ne se passe pas sans heurts et débats. Dans l'appel des syndicalistes ex-confédéré de novembre 40, la référence des signataires à la lutte de classe et aux revendications, conduit la *Vie Ouvrière* clandestine à dire tout l'intérêt de cette affirmation.

Pendant ce temps, les ex-unitaires exclus de la CGT s'attellent à rassembler dans des comités populaires (le syndicat bis) pour se défendre et porter les revendications. Ce sont le plus souvent des non mobilisables : des anciens combattants de 14-18, les professions dont l'occupant et la collaboration ont besoin (Cheminots, postiers, personnel de santé, etc.) et surtout les femmes qui avec la mise en place des comités populaires vont tisser la toile de ce qui fera la résistance ouvrière et syndicale.

La génération des futurs combattants de 44 est encore toute jeune, pour certains pas sortis de l'enfance. Le refus de l'occupation, le rejet de la collaboration, le combat contre la répression et les persécutions vont conduire de nombreux syndicalistes parmi les non exclus de la CGT dans des organisations de Résistance. Rappelons que lors de la réunion du 27 mai, 43 rue du four, sur les 17 présents, 6 sont des syndicalistes ; plus du tiers !

Une des premières décisions du CNR est la mise en place de comité départementaux et locaux de la libération construit à l'image du CNR pour en être sa représentation décentralisée. Ils doivent être structurés à l'image du Conseil National de la Résistance et porter sa diversité. La réalité de la France Résistante fera que les syndicalistes singulièrement et massivement ceux de la CGT vont y tenir une place décisive mais pas exclusive.

Par exemple, si au PTT ou chez les cheminots, la construction, la CGT est massivement présente, c'est au titre de la CFTC qu'Alain Poher sera le président du Comité de Libération du ministère des Finances.

Nous disions d'entrée "Si le CNR est maintenant mieux connu, les CDL et CLL le sont moins". Et pourtant, au vu de leur rôle comme représentant local du CNR, il est utile de regarder qui les composent.

Non seulement les CDL doivent être composés de représentants des mouvements de Résistance et des partis politiques, d'organisations ouvrières et paysannes, mais aussi de personnalités locales sans étiquette particulière pourvu que leur attitude patriotique ait été exemplaire durant l'Occupation.

Les membres du CDL sont appelés à devenir les dirigeants de l'insurrection nationale ; "aussi, doivent-ils être choisis avec soin et jouir d'une autorité légitime incontestable et incontestée". Le 18 avril 1942, De Gaulle lui-même avait déclaré que « l'insurrection nationale ne peut être séparée de la libération nationale ».

Dans la VO clandestine N° 171 du 3 novembre 43 (le CPL est installé depuis le 23 octobre), un article appelle à organiser massivement les FTP dans les entreprises pour assurer la protection des travailleurs encadrer les actions de sabotages et disposer des forces entraînées pour mener les combats jusqu'à la libération du pays.

Le CNR travaille à mettre en place des unités combattantes de la résistance qui unifient les forces des FTP et de l'Armée Secrète qui deviennent à initiative du CNR les FFI. Il appelle aussi à la constitution de milices patriotiques qui agiront sous les ordres des Comités départementaux et les comités locaux de la Libération.

L'encadrement des milices patriotiques sera pour une grande part assurée par ces FTP clandestins dans leur entreprise et donc le syndicat clandestin.

Toutes les professions sur tout le territoire abonderont les milices patriotiques en combattant.

Sur les 262 occurrences "milices patriotiques" installées dans le Maitron, la quasi-totalité de ceux qui ont pu vivre la libération se retrouveront en responsabilité militante dans leur localité. 40 sont membres du CLL, 32 sont membres de leur comité départemental souvent, ils participeront à leur direction. Issue des entreprises, ils et elles sont presque tous militants de la CGT.

Ainsi, le 12 septembre 1944, sortis de la clandestinité, quand s'engage la seconde partie du programme, sur 17 membres, 8 sont des syndicalistes : quasiment la moitié, dont 6 de la CGT.

S'il est une donnée que le syndicalisme en général, la CGT singulièrement avait quasiment oubliée, c'est cette présence massive de ses militantes et militants parfois en son nom, souvent au nom du FNLIF, et parce qu'on l'oublie trop, tous ces ouvrier-es, employé-es, enseignant-es communistes résistant-es qui ont construit leur engagement politique à partir de leur expérience et leur responsabilité de syndicaliste.

Les CDL, structures décidées par le Conseil National de la Résistance, vont assurer avec les préfets mis en place par le GPRF une tutelle politique et administrative sur les CLL qui perdurera jusqu'aux élections municipales de 1945.

Dès les traîtres et occupants chassés ou arrêtés, ils sont donc chargés de remplacer les institutions liées au régime pétainiste et de prendre en main la vie quotidienne des villes et départements, épurer leur espace de compétence des collaborateurs et les livrer à la justice.

Caractéristique des CLL et CDL, nous y retrouvons très nombreux des militantes et militants avec des sous-représentations systématiques : même présentes, les femmes, les coloniaux immigrés et apatrides sont le plus souvent absents, des surreprésentations professionnelles liées à leur place spécifique historiques au plan des notoriétés professionnelles locales (les enseignants en rappelant que la FEN est alors une des fédérations de la CGT) les professions libérales, de résistants locaux voire des "non compromis".

Elles et ils vont ainsi à travers le pays au fur et à mesure des reculs imposés à l'occupant et à la libération du territoire mettre en place le programme du Conseil National de la Résistance et ses deux objectifs : libérer le pays et réinstaurer concrètement la République en France, exercer les fonctions régaliennes (police justice épuration des administrations.) remettre en place une vie sociale, économique, culturelle.

Dans les CLL, ce sont eux qui en organisant les élections municipales de 1945, mettant à jour les listes électorales, inscrivant les électrices vont permettre la reprise de la légalité républicaine à partir du fait communal et participer ainsi à reconstruire le socle républicain des institutions. Cela conduira aussi les comités départementaux locaux de la Libération à organiser la réponse au besoin de la population : santé, alimentation, distribution de l'eau le Gaz et l'électricité dans les grandes villes, les transports. Ils transposeront au concret les ordonnances de la Libération,

installant le service public dans un fonctionnement qui porte, ainsi ancré, ce repère fondateur des luttes d'aujourd'hui.

Les organisations départementales vont s'atteler - quelle actualité-là aussi ! - à organiser la régularisation des dossiers des étrangers et apatrides résistants et leur famille au travers d'associations issues des mouvements de Résistance. Les FTP MOI, si liés à la CGT, s'y attelleront avec l'aide d'Ambroise Croizat et de Jean Breteau de la Construction dans des structures comme le CADI. Finalement de 1944 à 1947, ce seront 370 000 titres de séjour qui seront délivrés.

À Paris, le CPL mettra en œuvre l'organisation permettant l'accueil des déportés survivants - même si ce fut la municipalité - dont il permettra la mise en place qui portera ensuite dans la durée l'opération.

En juillet 45, les états généraux de la Renaissance française où les militants de la CGT issus des organisations de résistance et des CDL tiendront toute leur place seront une des contributions majeures alimentant les travaux de la constituante et son préambule de 1946 toujours en vigueur. Ce préambule, qui en 2024 vient de permettre de faire entrer l'IVG comme une liberté garantie par la constitution.

Un chantier quasiment encore vierge s'offre aux militants de la mémoire et aux historiens : sortir de l'oubli ces militantes et militants qui pour certains après quatre ans de clandestinité, vont se trouver en responsabilité et qui, leur tâche terminée avec le retour des pratiques institutionnelles, vont pour le plus grand nombre retourner à leur vie quotidienne.

Nous les retrouverons militantes et militants politiques, syndicaux, investit dans la vie associative, dans la relance des mouvements d'éducation populaire, dans les APE, animateurs de club de sport, s'engageant dans la décentralisation culturelle. Le festival de Cannes - exemple emblématique-, celui d'Aix-en-Provence sont enfants de cette période tout comme le festival d'Avignon.

Les lois sociales créant des droits n'ont pu s'ancrer dans le terreau national que parce qu'elles ont été portées, défendues et appliquées par un mouvement où le syndicalisme a tenu sa place et s'est inscrit en position de conquête.

La place du syndicalisme dans le CNR dans la Libération et dans la réinstallation de la République porte tout cela.

Pour conclure, cette phrase de Robert Chambeiron qui tenait particulièrement à rappeler son engagement à la CGT, je peux en témoigner, elle rencontre celle de Georges Séguy :

"A une époque où la détérioration du tissu social ouvre la voie à la démagogie et à l'aventurisme, où la jeunesse a besoin de repères, il ne semble pas inutile de rappeler que les valeurs qu'affirme le programme du CNR, la liberté, la justice sociale, la solidarité, la tolérance sont les seules susceptibles de constituer le socle d'une république citoyenne et sociale." Sa façon à lui d'affirmer que sans le syndicalisme, ces valeurs n'auraient pas conquis la place qu'elles tiennent dans le CNR et sans les syndicalistes pour les faire entrer dans la vie, les faire grandir, les défendre, nous ne serions pas aujourd'hui en capacité de mener ce, notre, combat.

DISCOURS

SOPHIE BINET

SECRETAIRE GENERALE DE LA CGT

Bonjour à toutes et tous,

Je tiens à remercier les universitaires, les représentant-es d'associations de résistant-es, les représentant-es de partis politiques et les autres organisations syndicales pour leur présence.

Je tiens à adresser un remerciement particulier à Jean Yaghelidjian, ancien résistant, adhérent à la CGT RATP depuis 78 ans. Jean, tu es parti clandestinement pour Londres à 17 ans, tu as été parachuté sur la Normandie et tu as participé à la Libération de Paris puis tu es allé te battre en Allemagne. Tu as été ensuite un des premiers cadres adhérent-es à la CGT RATP et le responsable de la ligne 6 que nous ne verrons plus pareil désormais...

Nous fêtons cette année les 80 ans du CNR et tes 100 ans et nous sommes très ému-es que tu sois à nos côtés pour cet anniversaire.

C'est il y a exactement 80 ans, le 15 mars 1944, qu'a été adopté à l'unanimité de ses 16 membres le programme du Conseil National de la Résistance. Réuni ici pour la première fois dans la clandestinité, au 48 rue du Four, au premier étage de cet immeuble, le Conseil National de la Résistance présidé par Jean Moulin rassemble les mouvements de résistance, les partis politiques et les syndicats engagés dans le combat pour la libération du pays.

Le syndicalisme et la CGT y ont joué un rôle central, à l'image de celui que le mouvement ouvrier a joué dans la résistance. Un tiers des membres du CNR sont des militant-es syndicaux-les, et notamment Louis Saillant qui représentait la CGT et Gaston Tessier la CFTC. Mais il y avait aussi Charles Laurent de Libération Nord qui était de la Fédération CGT des fonctionnaires ; Maxime Blocq-Mascart de la Confédération des travailleurs intellectuels ; Maurice Kriegel-Valrimont du mouvement Combat et du syndicat CGT des employés d'assurance ; Eugène Claudius Petit des Francs-Tireurs qui était également, comme Louis Saillant, de la Fédération CGT du bois et Pierre Villon pour le Front national (le mouvement de résistance du Parti communiste) qui venait de la fédération CGT des Ports et Docks.

Unifier cette résistance ne fut pas chose facile. Les divergences étaient grandes, entre la droite conservatrice et la gauche communiste, la CGT et la CFTC, les mouvements de la zone occupée et de la zone libre, ceux qui considéraient qu'il fallait organiser la lutte armée et ceux qui pensaient qu'il fallait se limiter à la propagande et déléguer aux alliés de soin de libérer le territoire.

Paradoxalement, c'est l'adversité qui a permis l'unanimité. Soyons lucides. Une large partie de la population française soutenait le régime de Vichy. Dans cet océan de lâcheté ordinaire, les résistants et résistantes étaient dotés d'une force morale et d'un courage exceptionnels.

Et c'est cet accord sur l'essentiel, sur la nécessité de résister à l'occupant nazi et aux réactionnaires de Vichy, qui permet de dépasser des désaccords jadis insurmontables. Entre ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas, entre la rose et le réséda pour reprendre le poème d'Aragon, la clef de voûte se situe, en rupture avec la barbarie nazie, sur un humanisme radical qui constitue le fil rouge du programme du CNR et sur la nécessité de mettre fin à la domination des forces de l'argent.

Si Jean Moulin était mandaté par le général de Gaulle pour réussir ce pari fou, Louis Saillant a joué un rôle déterminant dans la réussite de cette entreprise délicate. Il fut un acteur majeur du « manifeste des Douze » liant la CGT et la CFTC qui dénonça dès novembre 1940 la Charte du travail et l'antisémitisme instauré par Vichy.

N'ayant pas voté pour l'exclusion des ex-unitaires, il avait gardé la confiance et des contacts avec la CGT clandestine de Benoît Frachon. Il joua un rôle essentiel dans la concrétisation des accords dit « du Perreux » réunifiant la CGT le 17 avril 1943. La réunification de la CGT crée la dynamique à partir de laquelle Jean Moulin va pouvoir rassembler cet ensemble d'organisations dans leurs diversités et bâtir le CNR.

La particularité du programme du CNR tient à la cohérence entre ses deux parties très différentes mais indissociables, la première consacrée au plan pour intensifier la lutte armée et libérer le territoire national au plus vite, la deuxième au programme de réformes à mettre en place pour permettre la renaissance et la reconstruction du pays.

Ce programme en deux volets dessine la double nature de la résistance : lutte contre les nazis et réformes profondes en rupture avec le régime de Vichy.

Et c'est bien là le caractère incroyable de ce texte. Mettre sur pied, en mai 1943, un Conseil National de la Résistance réunissant l'ensemble des têtes de réseaux, ici, au cœur de Paris, dans un quartier quadrillé par les nazis et la police de Vichy, constitue une prise de risque considérable. Près d'un tiers des membres du CNR seront d'ailleurs arrêtés, trois le paieront de leur vie, Jean Moulin, Roger Coquoin et Jacques Henri Simon – et je veux leur rendre ici hommage.

Être capable, aux heures les plus sombres de l'histoire, de s'unir pour appeler et annoncer des « jours heureux » témoigne d'une immense clairvoyance. Loin de se limiter à l'abrogation des mesures du gouvernement de Vichy, ou de viser à la restauration des réformes du Front populaire, le programme du CNR crée du neuf et s'avère d'une grande modernité.

Je veux dire ici, au nom de toute la CGT, à Jean Moulin, Louis Saillant, Pierre Villon, Ambroise Croizat, Marcel Paul, Marie Couette, Martha Desrumaux, Pierre Semard, Benoît Frachon, Missak Manouchian, Olga Bancic... et aux centaines de milliers de résistantes et de résistants, que nous savons ce que nous vous devons. La liberté bien sûr, mais aussi nos droits sociaux. Vous avez été l'« armée de l'ombre », « vous n'avez réclamé la gloire ni les larmes » et vous avez toujours refusé de valoriser vos exploits.

Vous rendre hommage est une mesure de justice mais aussi une nécessité car votre courage et votre clairvoyance est une boussole pour les générations d'aujourd'hui. Pour le monde du travail, les acquis du CNR sont colossaux et constituent les piliers de notre société depuis 80 ans : rétablissement des libertés syndicales, Sécurité sociale et retraite, nationalisations des secteurs stratégiques, création des comités d'entreprise, liberté et indépendance de la presse, démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation... Ces réformes, mises en place en moins de trois ans, entre 1944 et 1947, constituent le programme de transformations démocratiques, politiques, économiques, sociales et culturelles le plus profond, le plus audacieux et le plus vaste entrepris depuis la Révolution française.

Le patronat saisira toutes les occasions pour bloquer, entraver ou détricoter la mise en œuvre du programme du CNR, et le tournant néo-libéral lancé dans les années quatre-vingt par Ronald Reagan et Margaret Thatcher marque un coup d'accélérateur. Alors que le programme du CNR vise à reprendre le pouvoir sur les forces de l'argent, le néolibéralisme vise, à l'inverse, à mettre l'État au service des marchés financiers.

En France, c'est Denis Kessler, patron d'un grand groupe d'assurance et numéro 2 du Medef, qui sonne l'hallali en 2007 en déclarant tout haut ce que beaucoup de patrons pensent tout bas : « *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance !* ». Nicolas Sarkozy puis Emmanuel Macron figureront parmi les élèves les plus zélés, avec leurs réformes des retraites complétées par la volonté de notre actuel Président d'une reprise en main totale de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage.

Cette remise en cause sociale se double d'une déchéance morale. Les digues érigées grâce à la résistance entre les forces républicaines et l'extrême droite sont consciencieusement détruites, et le RN est désormais considéré comme un parti comme les autres.

Résultat des attaques contre le programme du CNR et des compromis d'après 1945, le monde de 2024 ressemble de façon saisissante à celui des années trente : multiplication des conflits armés et extrême droite au pouvoir ou à ses portes grâce à une alliance entre la droite et l'extrême droite.

Plutôt Hitler que le front populaire, ce triste slogan semble redevenu d'actualité pour une partie du capital. La dynamique est mondiale mais rien n'est écrit d'avance : Brésil, Pologne, Espagne... la vaste mobilisation, notamment syndicale, a empêché l'extrême droite d'arriver ou de revenir au pouvoir.

Dans ce moment de basculement, où comme l'écrit Gramsci « le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent des monstres », l'expérience du

CNR doit nous servir de boussole et nous inspirer. Il ne s'agit certainement pas de chercher à reproduire à l'identique son programme – qui n'était d'ailleurs pas parfait. Construit par un conseil exclusivement masculin malgré la place centrale des femmes dans la Résistance, le programme du CNR postule un universel abstrait et occulte les femmes pour lesquelles il ne prévoit ni le droit de vote, ni l'égalité salariale qui sera établie ensuite par Ambroise Croizat.

De même, alors que la France est à la tête du deuxième empire colonial et compte 40 millions d'habitant·es en métropole et près de 70 millions dans les colonies, le CNR se limite à prévoir timidement l'égalité des droits pour les populations indigènes et coloniales, et occulte le droit à l'autodétermination.

80 ans après, le monde a profondément changé, avec la globalisation, la révolution numérique et le défi environnemental qui n'existaient pas à l'époque. Les dynamiques de mobilisation ne se construisent jamais sur la nostalgie d'un passé mythifié. Cependant, l'expérience des « Jours heureux » nous apporte des leçons précieuses pour nos luttes d'aujourd'hui.

D'abord sur la conception de la résistance. Défense et attaque. Lutte contre l'adversaire et conquête. Bataille pour empêcher les reculs et construction d'alternatives.

Ensuite sur la dynamique qui a permis que le programme du CNR soit mis en œuvre dans un pays ruiné. L'unité, des forces politiques et syndicales, est déterminante. Mais ce compromis est fort, parce qu'il s'est fait sur la base des intérêts du monde du travail.

Le capital, qui s'était largement compromis dans la collaboration avec Vichy et l'Allemagne nazi, était exsangue et à terre. Les « Jours heureux » sont un compromis politique, pas économique. Ils tirent leur puissance des forces populaires sur lesquelles ils s'appuient, à commencer par les organisations syndicales et la CGT. Louis Saillant est membre du bureau du CNR puis son dernier président, après Jean Moulin et Georges Bidault.

Forte de ses 5 millions de syndiqué·es en 1945, la CGT pèse de tout son poids pour la mise en œuvre du programme du Conseil national de la Résistance. Elle compte plusieurs délégué·es à l'assemblée consultative et notamment Martha Desrumaux et Marie Couette, et deux ministres clés au gouvernement provisoire, Ambroise Croizat, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT et ministre du Travail de 1945 à 1947, et Marcel Paul, secrétaire général de la Fédération de l'énergie et ministre de l'Industrie.

Pour garantir la mise en œuvre des « Jours heureux », Louis Saillant décide de maintenir l'instance du CNR jusqu'à l'élection de l'assemblée constituante, à l'automne 1945. Le CNR joue ainsi un rôle de vigie permanente vis-à-vis du gouvernement provisoire. Ainsi, la CGT occupe au gouvernement des postes clés pour traduire en actes le programme du CNR, tout en continuant à jouer son rôle de contre-pouvoir face au patronat et parfois aussi au général De Gaulle qui ne voulait pas être tenu par un quelconque programme.

3^e leçon, la nécessité de remettre la question sociale au centre avec des perspectives rassembleuses, à l'image du projet de Sécurité sociale, alors que l'extrême droite prospère sur les mises en opposition, la défiance et le repli identitaire.

Nos sociétés de l'argent roi n'ont plus aucun sens : citoyen·nes réduit·es au rôle de consommateur·ices, travailleur·ses limité·es à l'objectif de dégager toujours plus de valeur pour les actionnaires et les gouvernants ayant pour seul baromètre le taux de croissance alors que la planète brûle...

Il faut redonner un contenu à la notion de progrès en répondant à l'épineuse question environnementale. Sortir de l'objectif de produire et consommer toujours plus pour se centrer sur la réponse aux besoins humains et environnementaux. Faire primer les liens sur les biens, le commun sur l'individu-roi.

Et redire, encore et encore, que tout n'est pas marchandise. Le marteler s'il le faut, notre travail, nos proches, la culture, l'éducation, la santé... ne sont pas des marchandises. Tout ne s'achète pas, notamment l'éthique !

Aujourd'hui, ce ne sont pas les gouvernements élus qui dirigent le monde mais les multinationales. Il s'agit de mettre fin à ce grand hold-up.

La tâche est colossale.

Pour y faire face, appuyons-nous sur les enseignements de la résistance. Les résistantes et résistants étaient jeunes, comme Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, qui participe à 13 ans à la première action de résistance à Toulouse en jetant des tracts à l'occasion de la visite de Pétain à Toulouse et fut ensuite déporté à l'âge de 16 ans – ce qui en fit le plus jeune résistant déporté de France.

À l'image de la mobilisation contre le CPE en 2006 ou bien sûr de mai 68, la présence des jeunes dans les luttes est souvent ce qui détermine leur dynamique.

La résistance est partie d'hommes et de femmes déterminés et souvent militant·es qui ont eu pour stratégie de s'appuyer sur les problèmes concrets de la population pour créer des solidarités et une défiance au régime de Vichy et aux nazis.

Ainsi, des milliers de personnes qui ne l'auraient jamais imaginé y ont participé à leur échelle à travers de multiples solidarités dans leur quotidien.

Et ce sont souvent les militants et militantes qui ont donné le sens et les perspectives.

Partir du quotidien. De la question de la dignité pour ne pas courber la tête. Rassembler par en bas et s'appuyer sur les pratiques et aspirations démocratiques. C'est de tout cela dont nous devons nous inspirer. Et aussi de la grande qualité des résistants et des résistantes.

L'optimisme. Pas un optimisme béat ou langue de bois. Mais un optimisme de combat.

L'histoire le montre. La clairvoyance et la volonté de quelques-unes et de quelques-uns permet de déplacer des montagnes.

Rien n'est écrit d'avance.

L'optimisme est ce qui permet de rassembler, de relever la tête.

Et dans les moments de doute ou de fatigue, pensons aux résistants et aux résistantes. Aux heures les plus sombres, ils et elles ont été capables de rédiger un programme intitulé « Les Jours heureux ».

Déporté·es, ils et elles ont eu le courage de résister jusque dans les camps de concentration, à l'image de Martha Desrumaux, Geneviève de Gaulle Anthonioz et Marie-Claude Vaillant Couturier, qui, à Ravensbruck organisaient des opérations de solidarité et de sabotage.

Marcel Paul¹, Henri Krasucki et bien d'autres ont même eu le courage extraordinaire d'organiser l'insurrection du camp de Buchenwald et de se libérer eux-mêmes. Eternel optimiste, Henri Krasucki aimait à dire, citant Goethe « le pessimiste se condamne à être spectateur ». Alors soyons optimistes et écrivons ensemble la suite des jours heureux !

¹ Secrétaire général de la fédération de l'énergie de la CGT puis ministre de l'industrie en 1945/1946